

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
République Algérienne Démocratique et Populaire

وزارة التعليم العالي و البحث العلمي  
Ministère de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique

**CONFÉRENCE NATIONALE DES UNIVERSITÉS,  
ÉLARGIE AU SECTEUR SOCIOÉCONOMIQUE  
ET DÉDIÉE À L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE  
DU SYSTÈME « L.M.D »**



**JANVIER 2016**



# RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME L.M.D





# L'UNIVERSALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Depuis les années '90, le monde a connu de nombreuses mutations politiques, économiques, sociales et culturelles, induisant des phénomènes aussi complexes que paradoxaux générés par la mondialisation du modèle sociétal occidental. Le domaine de l'enseignement supérieur, de par son

importance dans le développement des générations et des économies modernes, a subi cette globalisation qui s'est matérialisée sous la forme d'un système de formation adapté aux changements induits. Il s'agit du système dit L.M.D «Licence-Master-Doctorat», adopté dès les années 2000 en Europe.

En 2004, l'Algérie s'est engagée dans ce système en tant que gage d'harmonisation avec les autres pays de la communauté internationale qui, sous le sceau de la globalisation économique, impose des standards et des normes de formation supérieure.

Le L.M.D, pierre angulaire de la modernisation du système d'enseignement supérieur, vise un ensemble d'objectifs où l'étudiant est au cœur des préoccupations : il s'agit de lui assurer une qualité de formation garantissant la reconnaissance et le transfert de ses acquis, sa mobilité et son employabilité.





La réforme, ainsi adoptée, favorise l'implication de l'étudiant dans la construction et la réalisation de son parcours de formation et son projet professionnel. Une importance est donc accordée à l'acquisition par celui-ci d'un ensemble de compétences qui feront de lui un acteur

autonome, à l'aide de mécanismes novateurs d'auto-formation et de tutorat. Ce changement fondamental implique, nécessairement, une refonte des contenus d'enseignement, des méthodes appropriées d'apprentissage, un environnement et des moyens de travail adéquats.

# LE L.M.D EN ALGÉRIE

Compte tenu du contexte international et de l'état du secteur de l'enseignement supérieur, bâti sur les réformes menées depuis 1971, la mise en œuvre de la réforme L.M.D en Algérie s'est fixée comme objectifs notamment :

- de corriger les dysfonctionnements du système d'enseignement supérieur ;
- de promouvoir la professionnalisation des enseignements et de rapprocher le monde universitaire du monde économique ;
- d'assurer une formation supérieure sous de nouvelles formes et dans de nouveaux profils axés sur les compétences, d'une ressource humaine performante et directement opérationnelle dans le marché du travail ;
- de développer l'excellence à l'université et l'amener au niveau des standards internationaux tant sur le plan de ses productions pédagogiques et scientifiques que sur celui de sa compétitivité à l'international ;
- d'introduire les pratiques de l'évaluation dans le système d'enseignement supérieur dans sa dimension institutionnelle et ses projections pédagogiques, scientifiques et professionnelles.

La réforme L.M.D des enseignements supérieurs a mobilisé, pour ce faire, beaucoup d'efforts ; tant sur le plan conceptuel que sur celui de sa mise en application.

Elle a également vu l'implication, dans les débats et dans la mise en œuvre, d'un très grand nombre d'acteurs universitaires (enseignants, personnels administratifs, techniques et de service, étudiants) et non universitaires (autres secteurs, presse,...). Plusieurs sessions d'évaluations d'étapes et d'ajustements structurels et réglementaires lui ont été consacrées.

Toutefois, un sentiment d'insatisfaction reste très fortement ressenti vis-à-vis de ce système d'enseignement, et il est important de poser les questions les plus franches pour apporter les éléments de diagnostic les plus fiables et les approches de remédiation les plus adéquates, d'où la nécessité d'un état des lieux.







## NÉCESSITÉ D'UN ÉTAT DES LIEUX

Aujourd'hui, après une décennie de mise en œuvre, le système a atteint un niveau de généralisation pour ses trois cycles L.M.D.

Des questions de diagnostic sont à poser :

- s'est-on trompé et/ou précipité en adoptant le système L.M.D?
- l'approche conceptuelle a-t-elle été suffisamment réfléchie, murie et partagée ?
- la démarche suivie pour l'implémentation a-t-elle été pertinente et optimale ?
- les organes et les instances chargées d'en assurer le suivi de l'implémentation ont-ils été pertinents ?
- les décisions prises ont-elles été réellement appliquées ?

- l'accompagnement réglementaire et en moyens humains et matériels a-t-il été efficace ?

Les réponses à ces questions, utiles pour avancer vers les objectifs fixés, relèvent du champ de l'évaluation, mais avant, elles devraient permettre d'établir un état des lieux qui se construirait sur la base de travaux de groupes installés à différents niveaux (central, régional et établissements), pour identifier les lacunes et dysfonctionnements qui ont empêché l'application et le développement du L.M.D.

Cet état des lieux va permettre de poser un diagnostic sur l'ensemble de la réforme dans sa cohérence générale et dans ses composantes: étudiants, corps enseignants, gouvernance des établissements, relations avec les parties prenantes,... en identifiant les forces et faiblesses du fonctionnement actuel de notre système d'enseignement supérieur. L'objectif étant une évaluation exhaustive de la réforme, incluant les impacts sur toutes les parties prenantes (qualité des formations, environnement socioéconomique, cadre législatif,...).

En outre, des lignes directrices à un plan de remédiation progressif, pour réajuster la réforme et la mettre en adéquation avec ses objectifs, pourront être construites à partir de cet état des lieux.

# L'ÉVALUATION DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN ALGÉRIE



Le rôle de l'évaluation dans la consolidation de la réforme et l'amélioration de la qualité du système d'enseignement supérieur a été largement prouvé par les différentes expériences menées dans le monde ; Elle offre les outils:

- d'élaboration et pilotage de la politique sectorielle,
- d'aide à la décision concertée (base-sommet),
- de management stratégique des établissements et entités de recherche,
- d'articulation entre enseignement et recherche,
- d'une meilleure visibilité internationale.

Ceci, en plus de révéler les carences d'un programme ou du fonctionnement d'un établissement, sur lesquels il importe de porter l'action de remédiation.

Partant de ce rôle et de son importance stratégique dans le développement de tout système, le secteur de l'enseignement supé-

rieur en Algérie s'est lancé dans cette opération d'évaluation, en vue de dégager les mesures pertinentes, en matière de démarche et de contenu, pour l'approfondissement de cette réforme.

Il est attendu de cette évaluation, outre les éléments d'un plan d'approfondissement de la réforme, notamment :

- d'assurer une large participation de la communauté universitaire et des partenaires sociaux et économiques à l'élaboration de l'état des lieux, et au débat autour des propositions d'amélioration de la qualité des formations supérieures,
- de dégager des Palliatifs aux insuffisances constatées dans l'application du système L.M.D,
- d'adopter une démarche de gouvernance axée sur les objectifs de la réforme et l'évaluation continue,
- d'instaurer la pratique de l'évaluation institutionnelle permanente.



## ORGANISATION

L'organisation de cette Conférence Nationale s'appuie sur un processus préparatoire portant sur l'ensemble des volets de la réforme engagée, avec la participation de tous les acteurs et parties prenantes de l'enseignement supérieur, en particulier :

- les chefs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche,
- les cadres de l'administration centrale,

- les représentants du secteur socioéconomique,
- les présidents des organes nationaux pédagogiques et scientifiques,
- les représentants des étudiants, des enseignants et des experts, ...etc.

Les travaux préparatoires à la conférence se sont déroulés au sein de groupes de travail, regroupant plusieurs acteurs et



organisés selon les axes suivants :

- action de l'administration centrale pour la mise en œuvre de la réforme ;
- état des lieux au niveau des établissements universitaires ;
- relation avec le secteur socioéconomique ;
- apport de la coopération internationale ;
- participation des organisations syndicales et étudiantes à l'évaluation de la réforme.
- collecte et analyse des propositions et avis du grand public (consultation en ligne sur la réforme web de l'enseignement supérieur).

La rencontre ainsi préparée, se déroulera les 12 et 13 Janvier 2016, au Palais des Nations, Alger, selon le programme ci-joint. Il s'agira de la présentation de la synthèse des travaux cités ci-dessus, ainsi que la tenue d'ateliers notamment sur les thématiques suivantes :

- universités – secteur socio-économique ;
- comment améliorer l'offre de formation en licence, master et doctorat ;
- la coopération et les échanges inter-universitaires ;
- la gouvernance des établissements ;
- la vie universitaire (enseignants, personnels technique, étudiants).

Des débats en plénières de restitution des travaux préparatoires et des ateliers

permettront d'enrichir les attendus de cette conférence nationale.

Un rapport général sanctionnera cette opération, assorti de recommandations pour une feuille de route d'approfondissement de la réforme et d'amélioration de la performance du système national d'enseignement supérieur.

